



La lettre des DCIO

N° 75

Février 2022

SOMMAIRE

- *Réponses de l'ANDCIO*
p.1
- *Bulletin d'adhésion et de soutien*
p.12

→ Directrice de la
Publication :
Patricia DUVERNEUIL
→ Rédacteur en Chef :
Kevin PERRIN
redacteur@andcio.org
→ Comité de Rédaction :
Conseil d'Administration de
l'ANDCIO

L'ANDCIO une association
pour tous les Directeurs et
Directrices
Visitez son site internet :
<http://www.andcio.org>

*Cette Lettre 75 est entièrement
consacrée à l'invitation reçue par
l'ANDCIO à une audience dans le
cadre d'une mission flash relative
à « **la mise en œuvre des
réformes législatives de
l'orientation** » - Rapporteurs :
Sylvie Charrière (députée LREM,
Seine-Saint-Denis) et Frédéric
Reiss (député LR, Bas-Rhin)*



COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES
ET DE L'ÉDUCATION

Les réponses de l'ANDCIO

1. Quelle est la fréquentation des CIO par les élèves (nombre de visites, catégories d'élèves, demandes des élèves) ?

- L'activité des CIO est mesurée grâce à un outil, Bilaccio (bilan d'activités des cio) ; les DCIO participent à des groupes de travail pour l'améliorer. La dernière donnée nationale synthétique, produite par la DGESCO, éditée en février 2017 porte sur l'année 2015/2016. On note une progression des bénéficiaires d'actions individuelles +6,3% de 2011/2012 à 2015/2016; 92% de l'activité au sein des CIO est de type individuel. Au total, 30% des actions ont lieu au CIO et 70% hors CIO.
- Les CIO ont continué à enregistrer leurs activités : les entretiens documentaires ont fait place aux entretiens conseils, les bilans individuels (cognitif et des intérêts) se sont fortement accrus (ex de l'académie de Nancy-Metz : de 2008 à 2018, +45% d'augmentation); durant le confinement le nombre des entretiens téléphoniques ou par visio et des réponses par courriel a évidemment augmenté très fortement ainsi que les conseils techniques aux équipes et aux chefs d'établissement notamment concernant la mise en œuvre de TSO et TSA.
- Les CIO assurent l'accueil du public en continu et durant les congés scolaires (souvent l'occasion de rencontrer les parents). Le public accueilli est scolarisé mais aussi non scolarisé, venant des établissements privés, étudiants en réorientation ouencore public adulte.
- Concernant le public scolarisé du secondaire, les motifs portent sur le choix d'orientation, la perspective d'une réorientation, la prise en compte des difficultés de tous ordres entraînant des adaptations de parcours, les retours en formation initiale
- Au-delà d'un lieu d'accueil, rappelons que le CIO est un lieu de professionnalisation des PSYEN (travail d'équipe animé par le directeur) et une interface entre l'Education nationale et les partenaires locaux (éducatifs, sociaux, associatifs, économiques).

2. Comment s'organise la coordination avec les autres structures d'information (PIJ/BIJ ; CIO) ? Les élèves parviennent-ils à se repérer entre les différentes structures et points d'information ?

- La coordination s'organise au sein du SPRO (service public régional d'orientation). La création du réseau entre les partenaires et les outils dont ils se sont dotés (comme des fiches relais) tendent à favoriser la compréhension des usagers.
- Les CIO sont clairement identifiés par les familles, pour les autres structures il nous est difficile de répondre, mais elles ne semblent pas connaître la tension constante que subissent les services d'orientation de l'Education Nationale.
- Cette question de la connaissance par les publics de l'offre de service en matière d'information, conseil et accompagnement relève de l'animation régionale des SPRO en territoire. On constate des différences entre les régions (certaines visent la coordination en réseau des structures existantes, d'autres mettent en place des services supplémentaires et pas forcément complémentaires).

3. La répartition des compétences entre les différents acteurs de l'orientation est-elle suffisamment claire ? L'IGESR estimait que « la coordination des nombreux acteurs censés intervenir auprès des élèves et des étudiants nécessite de préciser ce que les ministères attendent précisément de chacun d'entre eux et à quel projet commun ils

contribuant », notamment par l'élaboration d'un texte de politique générale : qu'en pensez-vous ?

- La multiplication des acteurs, en particuliers privés, complexifie l'offre de service avec une qualité inégale. Il paraît important d'avoir une clarification du rôle de chacun et ce d'autant plus que l'on assiste au développement des appels à projets PIA (programme d'investissement pour l'avenir) sur le champ de l'orientation. Les services de l'état, des conseils régionaux, les lauréats des PIA ont besoin d'une coordination nationale qui garantisse la qualité d'intervention de chacun.
- Il paraît essentiel d'avoir une clarification du rôle de chacun, mais il paraît encore plus important de réfléchir à l'utilisation de l'argent public pour multiplier les structures d'accompagnement privées ou associatives, d'autant qu'aucun contrôle de qualité n'est effectué sur ces organismes. Aujourd'hui certains d'entre eux sont directement cités sur Parcoursup (https://www.parcoursup.fr/index.php?desc=services_numeriques) ce qui pose des questions de déontologie, que ce soit en termes de qualité de service rendu, d'utilisation de fonds publics mais aussi de récupération de données d'élèves et de familles.
- Les structures associatives ou relevant de la collectivité doivent satisfaire à la nécessité du retour sur investissement : les Missions locales et autres structures ont à répondre à des cahiers des charges notamment sur le plan budgétaire concernant les actions à mettre en place ou à proposer et peuvent parfois adopter une démarche « offensive » pour y parvenir. Ex : constats fréquents de démissions de lycéens professionnels en cours de formation pour intégrer une Garantie Jeunes (rétribution financière).

4. D'après une étude IPSOS de septembre 2021, les acteurs avec lesquels les élèves échangent pour obtenir des conseils sur leur projet d'orientation sont, en premier lieu, la famille (79%) puis le professeur principal (60%), devant le Psy EN (23%) : pour quelles raisons, selon vous ?

- Parents et professeurs assurent un suivi au quotidien. Les psy EN, qui partagent leur activité entre 3 à 4 établissements, ont un rôle d'expertise auprès des équipes qu'ils font monter en compétences et par le fait leur rôle indirect est difficilement mesurable ; il en est de même auprès des familles, qu'ils reçoivent et accompagnent. Plus précisément, les parents et les professeurs ont une influence déterminante sur l'orientation du jeune (les parents financent les études et les professeurs formulent un avis sur le passage en classe supérieure lors des paliers d'orientation). Les élèves ont tout intérêt à obtenir leur accord et leur soutien. Les PSYEN (d'autant plus en CIO) ont un rôle de conseil « désintéressé », occupent une fonction tierce permettant que des dialogues se renouent, le cas échéant.
- Par ailleurs, cette statistique n'est pas si mauvaise au regard de nos conditions de travail : 3 ou 4 établissements, 1200 à 1500 élèves, fragilisation des équipes avec diminution des titulaires et augmentation des contractuels mal formés.
- De plus, notre périmètre d'activité n'englobe pas les EPLE privés ni les établissements agricoles publics et privés dans lesquels nous n'intervenons pas mais dont nous recevons les élèves et étudiants au CIO.

5. Dans sa lettre d'information de novembre 2021, l'ANDCIO estime qu'il est « *plus que jamais important de réaffirmer le rôle des CIO comme lieu de supervision, d'harmonisation des actions, de mise en cohérence des politiques publiques sur un territoire* » : pouvez-vous préciser ?

- La multiplicité des textes, chartes, déclinaisons régionales du cadre national nécessite une explicitation en équipe afin d'enclencher une action cohérente au vu des caractéristiques des territoires et éviter l'émiettement de l'action. La multiplication des actions d'information à tous niveaux pose des problèmes de coordination, de lisibilité mais aussi d'efficience.
- Le CIO est un observatoire du bassin formation-emploi, un lieu d'analyse réflexive sur les pratiques et l'activité pour les psy EN, d'analyse des données socio-économiques, des flux d'orientation et d'affectation (en lien avec la politique académique), afin d'éclairer la mise en place du volet orientation du projet d'établissement dans les EPLE et enfin un lieu d'échanges partenariaux (collectivités locales, réseau médico-social, etc...)
- Les réunions d'équipes en CIO et le travail des DCIO au sein des commissions concourent à lutter contre les disparités entre établissements en harmonisant les pratiques et en préservant ou impulsant une dynamique de bassin. Exemples :
 - Le CIO est un lieu d'intégration pour les PSYEN, de par l'encadrement du directeur, des thématiques éparses pour lesquelles les PSYEN sont sollicités en établissement. Le caractère plus ou moins fréquent (ex : demandes accrues de réorientation, fortes indécisions, harcèlement, ...), plus ou moins exceptionnel (violences, crises suicidaires, ...) donne la possibilité au directeur de CIO de porter certainement thématiques au niveau du bassin.
 - Les DCIO se font le relais, font des rappels et abordent, lors des commissions et réunions, les textes en lien avec l'orientation. En fonction des académies, ils participent à l'évaluation des établissements, concourent à l'organisation du Printemps de l'orientation, etc.

6. Vous mentionniez aussi qu'il pouvait être « difficile de mobiliser l'équipe sur des actions de CIO, les psy- EN semblent être de plus en plus en EPLE et de moins en moins au CIO aboutissant à une fragilisation du collectif de travail » : qu'en est-il ? De quelle manière les CIO accompagnent-ils les Psy EN ? Quelles évolutions pourraient être apportées ?

- Le ministère a souhaité à plusieurs reprises dans ses discours, que l'action pour l'orientation soit renforcée dans les EPLE. Il y a donc eu transfert de l'activité à moyens constants : les psy EN étaient plus présents en EPLE et moins en CIO.
- Or le CIO permet à la fois de suivre les évolutions des formations, du bassin, les évolutions législatives, d'intégrer les dispositions réglementaires, de former les personnels débutants, d'assurer un minimum de formation continue, une prise en charge collective de situations complexes, de travailler sur des présentations collectives, de rencontrer et faire le lien avec des partenaires internes et externes à l'EN, de porter les directives ministérielles, ... L'apport essentiel du CIO, c'est de garantir la cohérence de l'action.
- **Les CIO assurent l'essentiel de la professionnalisation et concourent au niveau d'expertise des psy EN.** A effectifs égaux, la perspective de renforcer la présence des PSYEN en établissement réduit le temps de travail collectif au CIO, ce qui engendre le risque d'une moindre professionnalité sur l'analyse des enjeux des évolutions institutionnelles et sur leur posture de conseil. En outre, cela peut provoquer un émiettement et l'impossibilité d'inscrire l'action dans un contexte global cohérent.
- Dans l'académie de Nancy-Metz, les chiffres sont édifiants : en 2005/2006, 42,2% de l'activité des psy EN se déroulait au CIO, en 2019/2020, 27,2% et en 2020/2021, 23,2%.

- Pour conserver cet atout des CIO, il faudrait que les équipes de psy EN soient renforcées par un recrutement à la hauteur des besoins (lien avec la question 7) et que le management soit assuré par des directeurs et directrices dont la responsabilité porte sur des CIO uni-sites de préférence et non sur plusieurs structures d'un département parfois très éloignées les unes des autres (cf. académie d'Orléans-Tours).

7. Selon la Cour des comptes, les Psy EN seraient en sous-effectifs, avec un Psy EN pour 1200 à 1500. Quel serait le ratio de Psy EN acceptable pour garantir un suivi de chaque élève ? Comment renforcer la place des Psy EN dans ce conseil à l'orientation ?

- L'avis du CESE sur l'orientation des élèves paru au JO en avril 2018 préconise « la programmation d'un plan de recrutement et de formation des personnels de l'orientation dont l'objectif est de tendre vers la référence européenne, un conseiller.ère pour 800 élèves, et ainsi améliorer la qualité de l'encadrement des jeunes. ». Le choix a été fait est de développer plutôt les PIA sur le champ de l'orientation plutôt que suivre cette préconisation.
- A noter que l'au-delà d'un indicateur quantitatif, il faut évaluer les aspects qualitatifs du public accompagné. Nos missions de lutte contre les discriminations, les inégalités et les déterminismes (sociaux, territoriaux, sexués, etc.) nous amènent à consacrer un temps plus importants à certains publics (CSP - , ruralité, élèves à besoins éducatifs particuliers, etc.).
- La demande d'accompagnement du public et des équipes éducatives devrait inciter à doubler les effectifs de psy-EN EDO. Pour le moment, ce n'est pas l'option qui a été retenue. Le choix de doubler les PP est pourtant bien plus coûteux et ne touche que certains niveaux de scolarité.
- Outre un meilleur taux d'encadrement, le recrutement de PSYEN favoriserait un meilleur appui aux équipes pédagogiques pour le développement des compétences à s'orienter par l'ouverture sur le monde social économique et professionnel utile au développement des aspirations professionnelles.
- Enfin, un nombre suffisant de psy EN permettrait à tous les jeunes qui le souhaitent de faire valoir leur droit au conseil en bénéficiant d'un entretien-conseil en orientation réalisé par un professionnel expert dans ce domaine.

8. Il semble qu'un rôle croissant ait été dévolu aux professeurs en matière d'orientation, notamment aux professeurs principaux. Ainsi, selon un rapport du CNESE de 2018, « l'essentiel du suivi de l'orientation a été progressivement confié aux enseignants et aux chefs d'établissement sans jamais chercher à organiser une collaboration avec les Psy EN, pourtant seuls experts en la matière » : qu'en pensez-vous ? Est-ce toujours le cas ? Quelles en sont les conséquences ? Quel regard portez-vous, en particulier, sur le rôle des professeurs principaux ?

- Les textes parus successivement vont dans le sens effectivement de confier le suivi de l'orientation aux PP (loi ORE, mais également et bien avant avec la circulaire n°2006-213 DU 14-12-2006 sur la mise en place d'un entretien d'orientation au bénéfice des élèves de troisième qui indiquait qu'ils étaient « conduits par les professeurs principaux en associant le cas échéant, selon une répartition qui sera jugée appropriée, les conseillers d'orientation-psychologues... »).
- Nous sommes effectivement et historiquement les experts sur le champ de l'orientation et de l'accompagnement à l'orientation. Et nous avons de quoi apporter aux équipes pédagogiques afin qu'elles intègrent cette dimension dans leur pratique.

Nous participons à l'acculturation globale des équipes sur notre champ de compétences, nous formons et sensibilisons les PP avec des DCIO et Psy EN formateurs dans les plans académiques de formation et bientôt dans les plans locaux de formation.

- Mais il faut veiller à distinguer les apports des enseignants et des psy EN dans le champ de l'orientation : l'action des premiers s'inscrit dans le domaine de la guidance (accès, traitement et compréhension de l'information scolaire et professionnelle) tandis que celle des psy EN relève du conseil, (cf. un article de l'ANDCIO sur son site présentant les caractéristiques de la guidance et du conseil http://www.andcio.org/spip.php?page=article&id_article=134).

9. Les Psy EN conseillent le chef d'établissement pour l'élaboration du programme d'orientation du projet d'établissement. Ils nous ont indiqué que ce conseil, ou la proposition d'initiatives ou d'actions en matière d'orientation, se faisant nécessairement au travers du CIO : comment ce conseil et ces actions sont-elles organisées, en pratique ?

- Le CIO est le lieu du renforcement des compétences d'analyse des psy EN : des réunions thématiques sont consacrées aux techniques d'analyse des données par établissement (APAE : aide au pilotage et à l'auto-évaluation), à la comparaison avec des indices de référence de BEF, de département, d'académie, de région académique et nationaux en fonction desquelles des propositions d'actions sont décidées en collectif.
- C'est également le lieu d'harmonisation des actions et des pratiques (réunion d'équipe sur « collèges », « LEGT », « voie professionnelle », etc.). Chaque psy EN sait pouvoir compter, au sein du CIO, sur l'expérience de ses collègues dès lors qu'il envisage de développer une action au sein d'un établissement.
- Sur la base de ces éléments concertées avec les EPLE, une contractualisation est mise en œuvre entre le CIO et l'EPLE qui décrit les objectifs fixés en commun et les actions du Psy EN.

10. Quel est le contenu de la formation des Psy EN en matière d'orientation, pour ceux qui choisissent cette spécialité ? Y a-t-il, notamment, des enseignements relatifs au marché de l'emploi ?

- En annexe de [l'Arrêté du 23 août 2017 fixant les modalités de stage, d'évaluation et de titularisation des psychologues de l'éducation nationale stagiaires](#), nous trouvons le référentiel de formation des Psy EN.
- Sur 22 thèmes de formation (13 communs aux deux spécialités et 9 spécifiques au Psy EN EDO), 3 thèmes concernent les connaissances socio-économiques (méthodologie des activités sur les représentations des métiers et des formations en lien avec l'analyse du travail; connaissance du monde économique et professionnel; relation formation/qualification/emploi).
- Nous rappelons que la fonction de PSYEN n'est pas de faire du placement mais d'accompagner avec les équipes pédagogiques le développement des compétences à s'orienter tout au long de la vie. Des études internationales montrent (cf. <https://www.cnesco.fr/fr/comment-lecole-aide-t-elle-les-eleves-a-construire-leur-orientation/>) que plus les jeunes ont de façon régulière et précoce des contacts avec le milieu professionnel (visite, rencontre, ...) meilleure est vécue leur insertion professionnelle quel que soit le niveau d'étude. Non pas parce qu'ils seraient plus clairvoyants sur le métier qu'ils voudraient faire mais parce qu'ils sont plus

clairvoyants sur le fonctionnement du monde du travail devenu plus familier et sont plus à même de pouvoir se représenter en tant qu'adulte au travail. La France est un des pays où cette relation au monde du travail (vu prioritairement par les métiers et secteurs professionnels) est abordée seulement en 3ème et davantage renforcé pour les élèves se dirigeant en voie pro (avec toutes les crispations et renoncements qui vont avec) alors que cette culture du monde social, économique et professionnel commence dès le primaire dans d'autres pays. On pourrait former les PSYEN à être des experts en placement et en marché de l'emploi que cela ne changerait rien car avec les scolaires ce sont les approches éducatives et pédagogiques qu'il faut privilégier et au long cours.

11. Quelle est votre relation avec les familles ? Quelle est leur place dans les décisions d'orientation ?

- Certains parents ont pu mal vivre leur scolarité voire même parfois refusent de pénétrer dans un établissement scolaire ou se mettent systématiquement en opposition avec le personnel de l'établissement de leur enfant. Le CIO, en tant que lieu neutre, lieu-tiers, facilite la collaboration avec les familles ; les psy EN sont en contact, parallèlement, avec les partenaires qui suivent les familles le cas échéant (associations, centre médico-sociaux, professionnels de santé, etc.)
- Connaissant le poids des parents dans le choix d'orientation puisqu'ils sont le principal interlocuteur des jeunes, nous cherchons à développer notre collaboration : actions collectives à destination des parents dans les forums, accueil et accompagnement au CIO (jusqu'à 60% des entretiens au CIO ont lieu avec les parents dans certaines académies. Le rôle des CIO est aussi de renforcer la compétence à s'orienter des jeunes et de leurs familles.
- L'accompagnement humain dans le processus d'orientation est nécessaire et le développement des supports numériques, s'il est important, mais n'est pas suffisant. Exemple d'un forum des formations post-bac en 2021 : 1442 entretiens : 866 entretiens conseils et 576 entretiens Parcoursup (soit 40%); 370 entretiens parents, soit 25,6%; ce taux monte à 45% le samedi.
- Les entretiens avec les parents peuvent être également l'occasion d'échanger sur la situation des parents (sans emploi, besoins en formation, projet de réorientation) et ainsi faire le lien avec les autres membres du SPRO.

12. De manière générale, comment percevez-vous la capacité du système éducatif français à garantir l'accès à l'information et à la connaissance à la fois des formations et des métiers ? A lutter contre les stéréotypes ? A valoriser les voies professionnelles ?

- A son corps défendant, l'école n'est pas responsable des stéréotypes de genre et professionnels. Néanmoins elle ne parvient pas à les contrer voire les entretient. La seule chose que l'Ecole peut faire et qui n'est pas la moindre est d'intégrer ces questions de stéréotypes dans une approche éducative et pédagogique visant l'ouverture culturelle, citoyenne et le raisonnement scientifique apte à déconstruire les stéréotypes. L'accès à l'information renvoie aussi et de plus en plus à la question du traitement de cette information et du sens attribué.
- L'ANDCIO a des propositions à faire en ce sens, issues de concertations antérieures toujours d'actualité.

- Les indicateurs chiffrés font toujours état des différentiels d'orientation des filles et des garçons sans même un frémissement. Les CSP des élèves en voie professionnelle sont toujours majoritairement défavorisées...l'accès à l'information est inégalitaire en fonction des territoires et cela s'est aggravé depuis la loi LCAP.
- Il y a l'information, l'appropriation de l'information et le phénomène de prise de décision en orientation. L'accès à l'information est facilité mais quel traitement en est-il fait ? Les psy EN et DCIO sont sensibles à la problématique des stéréotypes, de la reproduction sociale, du fait de leur formation et du fait de l'objet même de leur activité, ce qui n'est pas nécessairement le cas des autres membres de l'équipe éducative ni des intervenants extérieurs mandatés par les régions dans le cadre de la loi LCAP.
- De ce fait, nous sommes souvent les garants des politiques d'égalité des chances sur nos territoires.

13. Quelle est votre perception globale des récentes réformes de l'orientation (notamment portées par les lois ORE et LCAP) ?

- Renforcement du poids des professeurs principaux (auxquels s'ajoutent maintenant les professeurs référents) sans mention d'un accompagnement en termes de formation ; en effet, les élèves ont besoin d'avoir des enseignants éclairés sur la complexité de l'orientation avec qui ils peuvent échanger. La question de leur formation n'est jamais abordée.
- Désorganisation de l'information, avec introduction d'inégalités de traitement en fonction des territoires. En effet, la transition est difficile. On peut considérer que l'année 2019-2020 a été une année blanche du point de vue des ressources minimales aux établissements et élèves et familles du fait du dégagement de l'Onisep et de l'inopérationalité des régions. Les CIO ont été contraints de produire des documents de recensement de l'offre de formation pour pallier le manque.
- Ces réformes n'ont pas été basées sur l'analyse des faits et des indicateurs (mais peut-être sur une forme de lobbying).
- La LCAP émanant du ministère du travail (dans le but évident de développer la formation par apprentissage, ce que nous ne remettons pas en question) a entraîné des conséquences sur l'éducation nationale qui ont été mal mesurées. La libéralisation de l'offre de formation par apprentissage a jeté le flou sur cette offre, sa qualité, son recensement et on a vu apparaître des stratégies délétères pour les familles : ex : offre de formation par apprentissage de structures privées en tant produit d'appel pour intégrer finalement le jeune à temps plein dans leurs formations payantes. Cela pose la question de l'éthique de l'information sur ce type d'offre faite aux familles par l'éducation nationale (ex : TSA).
- Un aspect positif : cela a réveillé le travail de transition lycée/enseignement sup et révélé les besoins.

14. Quelles ont été les conséquences de la crise sanitaire sur la mise en œuvre de ces réformes et, plus généralement, sur l'action des CIO ?

- Durant le confinement, les conseils techniques aux équipes et aux chefs d'établissement ont fortement augmenté.
- Les CIO sont restés très mobilisés pendant le confinement de 2020, les enseignants étant déjà très occupés à essayer de gérer l'enseignement à distance, et l'apport des psy-EN a été essentiel sur l'orientation, mais aussi sur le suivi d'élèves en mal-être.

- Les parents étant à domicile, un important travail a pu être réalisé avec eux sur les vœux d'orientation.
- Les CIO ont continué d'accueillir et de répondre aux demandes par mail et par téléphone, avec une charge de travail très importante dans des conditions très difficiles.
- Les psy-EN ont souvent dû utiliser leurs ressources et outils personnels (matériels, abonnements téléphoniques et internet) sans aucune compensation, juste quelques remerciements.
- Concernant les réformes à proprement parler, les services d'orientation ont eu l'impression d'une volonté de mise à l'écart du ministère qui ciblait quasi exclusivement les PP dans ses communications et dirigeait très peu d'informations vers les services d'orientation.
- Accompagnement de TSA et TSO : si cette évolution a pu se faire, c'est parce que les psy EN sont restés mobilisés, soutenu par l'équipe de CIO et le DCIO.

15. La loi relative à la liberté de choisir son avenir professionnel porte le transfert de la compétence d'élaboration et de diffusion de la documentation d'orientation aux régions et leur permet d'intervenir en milieu scolaire : avez-vous perçu les conséquences de cette loi dans votre action quotidienne, s'agissant notamment de la documentation dont vous disposez et dont vous faites usage ? Estimez-vous que cette réforme améliore la connaissance des opportunités de formation et d'emploi, et assure une meilleure orientation des élèves ?

- Cette loi a entraîné une inégalité de traitement en fonction des territoires : certaines régions ont récupéré la compétence en termes d'éditorialisation de l'information sur les métiers et les formations en intégrant les personnels de l'Onisep (des experts de la question), d'autres non et ont utilisé les personnels des OREF - qui ne sont pas des spécialistes de l'éditorialisation et des publics scolaires - , d'autres ont formé des nouveaux personnels sans collaborer avec le MENJS pour leur formation etc...
- La collaboration avec la Région semble variable d'une région à l'autre, quelques exemples :
 - Bretagne : Le travail de collaboration s'appuie sur une antériorité relative à une co-animation active du SPRO-EP. Ce qui tient la collaboration, c'est la volonté de faire un travail de qualité pour les élèves et les établissements. La région reconnaît nos compétences et nos expertises sur les besoins des établissements et des élèves et cela facilite la co-construction de projets et d'axes de travail. Un autre aspect important, c'est le temps : pour faire un travail de qualité, il faut du temps et on travaille dans la durée.
 - La Réunion : un atout mais une prise en main difficile de l'information. Les EPLE sont en attente de propositions d'actions pour développer une synergie sur cette compétence d'information sur les métiers et les formations. En attendant c'est leur participation à certains événements en matière d'accompagnement à l'orientation qu'ils développent.
 - Centre - Val de Loire : échec global. La Région a demandé au rectorat la mise en place d'une expérimentation de certaines propositions du rapport Charvet (cf. question 18). Mais le dialogue social a été inexistant voire délétère avec des personnels (DCIO, DRONISEP) transférés

« volontaires – désignés - résignés », profitant de départs naturels (retraite de certains) ou par dépit (changement de métier, démission...), des équipes privées de DCIO in situ, un sentiment de perte de sens et de manque de reconnaissance voire de respect de la part des autorités de tutelle.

- Plusieurs académies relèvent des manques concernant le transfert des missions de l'Onisep, maintenant assurées par les régions : non communication sur la mise à disposition des brochures, en numérique uniquement, lorsqu'une version papier est réalisée et parfois en nombre insuffisant (priorisation de certains publics au détriment d'autres). Certains CIO ont dû, là aussi pallier ce manque d'information.
- De manière générale, on ne constate pas d'amélioration de la qualité de l'information régionale (brochures en particulier) sur les formations et les métiers ni de plus-value mesurable. Les CIO là encore ont pallié les manquements.

16. L'article 18 de la loi LCAP dispose que, pour l'exercice par les régions de la mission d'information des élèves et des étudiants sur les formations et les métiers, l'État peut, à titre expérimental, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2019, mettre à la disposition des régions des agents exerçant dans les services et établissements relevant du ministre chargé de l'éducation nationale, sans remboursement. Les travaux législatifs indiquaient que les personnels des CIO étaient particulièrement visés par ces dispositions : ont-ils été, en effet, mis à disposition des régions ? Quel est le bilan de ces mises à disposition ?

- Cette mise à disposition s'est faite dans l'Académie d'Orléans Tours (cf question 17) et cela pose des problèmes, notamment sur des services sursollicités et déjà exsangues.

17. Pouvez-vous présenter la situation particulière de l'académie d'Orléans-Tours, où il avait été décidé que six directeurs de CIO soient mis à disposition de la région, moyennant une restructuration des services d'orientation, avec un DCIO départemental ? Qui a pris la décision d'autoriser cette mise à disposition ? Comment s'est-elle déroulée ? Les personnels étaient-ils, à votre connaissance, volontaires ? Vont-ils retrouver leur poste à l'issue des trois ans de l'expérimentation ? Il a été dit, en audition, que compte-tenu de la suppression de postes de DCIO, certains directeurs de CIO se trouvaient dans une situation les conduisant à devoir en gérer trois ou quatre : pouvez-vous préciser ?

- La mise à disposition s'est faite sur décision de la Rectrice, sur demande du Président de la région Centre Val De Loire.
- La mise à disposition s'est mal passée, elle a été proposée aux DCIO avec le projet de réorganisation globale des services. Le dialogue social a été de très mauvaise qualité, une grande souffrance s'est installée chez les DCIO et leurs équipes.
- Les volontaires parmi les DCIO n'étant pas assez nombreux, d'autres personnels ont été sollicités, psy-EN de CIO, psy-EN de la Dronisep en cours de restructuration et une Chef d'établissement. Cela n'a fait que « déshabiller » encore plus les CIO de personnels qualifiés qu'il a fallu remplacer par des contractuels sans expérience.
- Pour ce qui est de la fonction de DCIO départemental tous les DCIO s'y sont opposés, mais avec les départs naturels (retraite, changement de fonction), ils se sont vus contraints d'accepter pour éviter que des CIO ne se retrouvent sans direction mais ce n'est qu'un pis-aller.
- Les personnels concernés par l'expérimentation restent tous titulaires de leur poste d'origine et doivent donc pouvoir le retrouver à la fin de l'expérimentation

(31/08/2023). La fonction de DCIO départemental, conduit théoriquement à devoir gérer l'ensemble des CIO du département, ce qui peut représenter jusqu'à 4 CIO sur l'Académie d'Orléans Tours. Le schéma n'étant pas appliqué complètement sur l'ensemble du territoire (en fonction des départs naturels ou non), cela représente de 2 à 4 sites à gérer. Le maximum étant pour le département d'Eure-et-Loir, où le DCIO départemental doit gérer 4 sites, 3 CIO et 1 antenne. Un DCIO adjoint à l'IEN-IO l'aide dans l'animation des équipes, mais cela reste très difficile au quotidien et a de nombreux impacts négatifs qui doivent encore être évalués.

- L'objectif de l'expérimentation est de permettre à la Région de prendre en charge ses nouvelles compétences concernant l'information sur les métiers et les formations. Ce positionnement pourrait être complémentaire aux CIO qui ont dû délaisser quelque peu ce champ d'information pure, par manque de temps et de moyens. En effet, l'organisation de temps d'information est très chronophage et nécessite des moyens matériels que les CIO n'ont pas et pour un retour sur investissement relativement faible. Dans un souci d'efficience à moyens constants, dans le cadre d'une augmentation importante des effectifs d'élèves et une complexification des situations, les services d'orientation ont dû se concentrer sur la demande d'accompagnement individuel, demande des élèves, familles mais aussi des équipes éducatives, pour un retour sur investissement beaucoup plus important.
- On note que cette expérimentation n'a pas posé les objectifs et indicateurs d'évaluation de l'action. Pas de travail sur le long terme.
- Enfin, pour le rectorat le poids budgétaire de cette expérimentation n'est pas négligeable.

18. Quel regard portez-vous sur les réformes du lycée et du bac et leurs effets sur l'orientation de l'élève ? En introduisant le choix de spécialités dès la fin de la classe de seconde, cette réforme accroît la nécessité pour les élèves de réfléchir à leurs futures formations et d'être accompagnés dès la classe de seconde : est-ce suffisamment le cas ? Les élèves sont-ils accompagnés par vos structures pour déterminer quelles sont les combinaisons les plus pertinentes à retenir pour intégrer une formation d'enseignement supérieur spécifiquement considérée ?

- La note d'information du SIES de janvier 2022 apporte de nombreux éléments intéressants sur les vœux et propositions des élèves de terminale générale sur Parcoursup en fonction de leurs doublettes.
- L'un des principaux effets de ces réformes chez les familles que nous accompagnons est un accroissement de la pression au choix, en classe de seconde (ne pas se tromper dans le choix des EDS), en classe de première (ne pas se tromper dans le choix de l'EDS non poursuivi) et en classe de terminale (ne pas se tromper dans le choix d'études).
- Au-delà de cette pression à ne pas faire d'erreur, rappelons que, depuis ces réformes, il est attendu de ces adolescents en construction qu'ils et elles :
 - a. Aient de bons résultats dans ces matières à forts coefficients durant les deux années du cycle terminal ;
 - b. Soient à l'aise à l'oral (Grand oral) ;
 - c. Se soient informés sur les formations et aient approfondi plusieurs projets (projets de formation motivés à rédiger dans Parcoursup) ;
 - d. Aient travaillé des scénarios de mobilité et soient capable de se projeter dans leur future vie étudiante (dans l'ignorance du lieu où ils poursuivront leurs études avant d'avoir les résultats de Parcoursup) ;

- e. Soient engagés et/ou aient des activités extra-scolaires valorisantes (rubrique « activités et centres d'intérêt » dans Parcoursup) ;
Sans compter la pression mise sur leurs épaules en termes de responsabilité environnementale, le tout dans un contexte sanitaire par nature anxiogène et ayant eu d'importantes conséquences néfastes sur leur vie de tous les jours.
- Se pose également la question des conséquences de ces réformes sur la ségrégation sociale : en effet, on peut se questionner par exemple, sur la proportion d'élèves issus de CSP+ ayant choisi l'EDS « mathématiques » ou la doublette « Maths-PC » ; ou encore sur la représentation des CSP- parmi les élèves ayant un engagement extra-scolaire valorisable sur Parcoursup (service civique, élu au CVL, etc.)
- A ce propos, la note du SIES montre que les réformes ne semblent pas avoir eu d'impact sur les choix d'orientation genrés.
- Concernant la voie technologique, le nombre d'élèves s'orientant vers les filières STI2D, STL et STAV est en baisse, notamment car il est aujourd'hui très difficile d'être affecté sur un lycée hors secteur. Les élèves refusant majoritairement de changer d'établissement deux fois en deux ans, choisissent plus difficilement une voie qui n'est pas dans leur lycée. De plus, avec cette sectorisation renforcée, il est plus difficile de travailler sur la voie technologique dès le collège.
- Rappelons que le choix des spécialités étant d'abord une question de contenus pédagogiques et les liens entre enseignements de spécialité et enseignement supérieur restant très flous, une part importante de l'accompagnement au choix de spécialité est réalisée par les enseignants. Mais il ne faut pas oublier que les choix des élèves ont des conséquences sur le maintien ou non de certains EDS dans les établissements. Certains enseignants sont donc amenés à tenter de promouvoir leur enseignement auprès des élèves et les convaincre de choisir tel ou tel EDS sans que cela se fasse nécessairement dans l'intérêt de l'élève.
- Seule l'indépendance des psys EN vis-à-vis des chefs d'établissements leur donne la garantie de pouvoir assurer un accompagnement neutre et n'ayant pour objectif que l'intérêt de l'élève. Cette autonomie leur offre les conditions nécessaires à la défense de l'esprit de la loi et ne pas céder à la facilité : l'adéquation (souhaitée par certains aussi bien dans le secondaire que dans le supérieur) entre choix des EDS et poursuites d'études.
- Enfin, on note localement une augmentation des entretiens (de parents et) d'élèves de seconde portant sur le choix des EDS. Ces sollicitations étant de plus en plus souvent associées à une anxiété et une pression à faire un choix crucial pour son avenir. Là encore, la spécificité de l'accompagnement des psys EN sur ces aspects est essentiel et nos CIO sont là pour en garantir la qualité.

19. Comment percevez-vous le fonctionnement de Parcoursup tel que fixé par la loi ORE ? Les CIO sont-ils sollicités par les élèves pour les accompagner dans les procédures d'inscription ou de recherche d'information ?

- De janvier à mars, une part importante de l'activité des CIO concerne l'orientation post bac, à tel point que les CIO s'adaptent pour renforcer les permanences des psy EN pendant les vacances de février. L'activité durant ces vacances n'a fait que croître. Il s'agit là d'une donnée de pilotage interne aux CIO qui hélas, n'est pas demandé par nos autorités.
- Il a pu être noté un accompagnement plus important de la part des PP, mais inégale d'un établissement à l'autre ou même d'une classe à une autre. Pour de nombreuses situations l'intervention d'un professionnel reste indispensable. Pour les familles, le

psy-EN reste souvent l'interlocuteur à privilégier, surtout lorsqu'elles sont en difficulté ou en désaccord avec l'orientation proposée.



**Association Nationale des Directeurs et
Directrices de Centre d'Information et
d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet :
<http://www.andcio.org>

BULLETIN D'ADHESION ET DE SOUTIEN 2021 – 2022

(pour tous les collègues qui dirigent un CIO ou anciens DCIO, et toute personne pour le soutien)

Important ! Nous avons réduit le nombre de rubriques, mais nous vous prions de bien vouloir les renseigner toutes, même en cas de ré-adhésion.

ACADEMIE :

NOM : M. Mme ⁽¹⁾

Prénom :

Lieu(x) d'exercice, département, VILLE(S) *(si vous dirigez plusieurs CIO ou sites, indiquez-les tous) :*

Code postal et commune de résidence *(pour les retraités, autres membres et donateurs) :*

⁽¹⁾ *Rayer la mention inutile*

Mél personnel *(privé, ou professionnel en p.n@ac-***.fr, il est indispensable pour l'envoi de votre carte, du Courrier des adhérents et de votre mot de passe pour accéder à l'espace adhérents de notre site, ou de recevoir des informations si vous n'êtes pas adhérent) :*

☐ je préfère faire un don sans adhérer ; montant du don : _____

Fait à _____, le _____

Signature,

Le montant de l'adhésion pour l'année scolaire 2021-2022 est de **50 € pour les DCIO en activité (tarif préférentiel de 35 € pour les néo-DCIO)** et de **25 € pour les retraités et autres membres**. Le montant du soutien est libre.

Les DCIO en activité peuvent régler leur cotisation en deux fois.

Dans ce cas il convient d'établir **deux chèques** à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, l'un **de 25 €**, l'autre du montant du solde en précisant au verso la date à laquelle il pourra être présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion et de soutien à envoyer sans attendre, directement au trésorier (adresse ci-dessous), ou au correspondant académique (possibilité d'envoi groupé), accompagné de votre cotisation.

Votre carte d'adhérent vous parviendra par courrier électronique *(écrivez lisiblement votre adresse dans la rubrique ci-dessus)*.

N.B. La période d'adhésion s'étend du 01.10.2021 au 30.09.2022.

Trésorier : Henri VERNERET, 1 rue Beau Soleil – 42390 VILLARS

Courriel : henri.verneret@laposte.net